

I) Emploi : le modèle allemand fait tache



François Hollande et Angela Merkel en décembre à l'Elysée. (Photo Sébastien Calvet)

Analyse. L'entretien qu'a eu Hollande avec Peter Hartz, père des réformes du marché du travail outre-Rhin, trouble. Graal de la baisse du chômage ou moins-disant social, ce système est-il importable ?

Par LUC PEILLON

Difficile décidément, pour un président, de maintenir ses rencontres secrètes. Selon le quotidien allemand Saarbrücker Zeitung, Peter Hartz, le père des réformes controversées du marché du travail allemand (lire page 4), pourrait devenir «conseiller» de François Hollande. Un peu gros... L'Elysée a fermement démenti, hier, reconnaissant néanmoins un «entretien informel d'une heure» entre les deux hommes, il y a deux mois.

Hollande, fan de Hartz ? L'information n'a rien d'un scoop. En mai, le chef de l'Etat avait tressé des lauriers à la politique social-libérale de l'ex-chancelier Schröder, inspirée par l'ancien DRH de Volkswagen. Lors des 150 ans du SPD, il avait

affirmé : «Le progrès, c'est aussi de faire, dans les moments difficiles, des choix courageux pour préserver l'emploi, pour anticiper les mutations industrielles, et c'est ce qu'a fait Gerhard Schröder ici en Allemagne, et qui permet à votre pays d'être en avance sur d'autres.»

A l'heure où Hollande lui-même a reconnu, hier, ne pas avoir «réussi dans l'année 2013 à faire diminuer le chômage», le système allemand doit-il devenir un modèle ? Et s'exporter telle une vulgaire machine-outil ? A droite, nombreux aujourd'hui en rêvent, quand certains à gauche commencent à y penser. Après la révolution culturelle entamée par le PS sur la politique de l'offre, faut-il brûler le code du travail français ? Et faire de Hartz notre citoyen d'honneur ? Pas si simple, tant ces réformes répondaient, avant tout, à la particularité du modèle allemand.

Entamées en 2003, les réformes Hartz ont bouleversé le marché du travail outre-Rhin, essentiellement par la pression mise sur les chômeurs pour retrouver un emploi. Durcissement des conditions d'indemnisation, développement

des boulots à 400 euros, création des jobs à un euro de l'heure (en plus de l'indemnisation), meilleur encadrement des demandeurs d'emplois, ou encore renforcement de la formation... Ces réformes s'inscrivaient dans la logique du Föden und Forden. Soit, en Français, «inciter et exiger».

Plus dures.

A noter, tout d'abord, qu'une des réformes les plus décriées aujourd'hui reste le paquet Hartz IV, qui a supprimé l'aide proportionnelle au salaire antérieur que touchaient les chômeurs en fin de droits, pour la remplacer par une aide forfaitaire (382 euros par mois en 2013 pour une personne seule). Difficile de l'importer en France, pour la simple raison que l'Allemagne, sur ce point, s'est alignée sur l'Hexagone... Les chômeurs en fin de droit en France touchent d'ores et déjà une aide forfaitaire, dont le montant est proche de celle des Allemands (483 euros).

Les autres règles, cependant, restent plus dures qu'en France, et ont mené à de profonds changements. «Le développement des minijobs, des emplois précaires, du temps partiel, a principalement touché la population féminine, explique l'économiste Philippe Askenazy. Mais en Allemagne, l'accueil a été beaucoup moins décrié qu'en France. Pour une raison simple : ces mesures ont permis à des centaines de milliers de femmes d'accéder à un emploi, dans un pays où leur salaire constitue un revenu d'appoint par rapport à celui du conjoint.» Autrement dit, les lois Hartz correspondaient «à une spécificité de la société allemande, qui n'a rien à voir avec la France». Et qui conduit aujourd'hui à ce qu'outre Rhin, près d'une femme sur deux travaille à temps partiel, contre un tiers seulement en France. Ces réformes répondaient aussi à un défi démographique, qui voit la population allemande se contracter, et qui nécessite donc de gonfler la population active. Quand la France connaît le deuxième taux de natalité d'Europe derrière l'Irlande.

Vouloir adopter le système social allemand impliquerait également d'adopter son système économique. A savoir sa dualité très forte entre une industrie protégée et un secteur des services précarisé, notamment par les réformes Hartz. «La force de l'industrie allemande repose ainsi, en partie, sur la précarisation du secteur des services, explique l'économiste Michel Husson. Faire la même chose en France nécessiterait de précariser nous aussi les services, alors que nous

connaissons un développement plutôt homogène.» Un choix d'autant plus surprenant que les Allemands eux-mêmes s'inquiètent aujourd'hui de cette dérive. Le syndicat des Services Verdi a ainsi tiré la sonnette d'alarme face à l'écroulement des salaires dans le tertiaire, une chute qui allait finir par contaminer l'industrie. C'est dans ce contexte qu'a lieu en ce moment outre-Rhin le débat sur l'instauration d'un salaire minimum.

«C'est étrange que l'on parle du "modèle allemand" en France au moment où les Allemands, droite comprise, se disent qu'ils sont allés trop loin sur certains points», confirme Odile Chagny, économiste à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires). Et qu'aucune étude n'a réellement permis d'imputer la baisse du chômage, passé de 10% à 5% depuis le début des années 2000, aux réformes Hartz. «On ne sait pas isoler, dans la bonne santé du marché de l'emploi, ce qui relève de la fin de la réunification, des choix faits par l'industrie, ou des réformes du marché du travail, ajoute-t-elle. Tout est arrivé en même temps, ce qui permet à chacun de tirer les conclusions qui l'arrange.» Un bémol : «Les évaluations ont mis en évidence que l'accompagnement des demandeurs d'emploi et les emplois aidés dans le secteur marchand ont favorisé significativement le retour à l'emploi», relève un rapport du ministère français de l'Economie (1).

Pauvreté.

Importer le modèle allemand, ce serait, enfin, accepter ses conséquences sociales. Alors que l'Allemagne profite d'un PIB plus important que la France, elle affiche un taux de pauvreté plus élevé de deux points (16% contre 14%). Parmi les chômeurs, dont les conditions d'indemnisation ont été durcies, mais aussi chez les salariés. En deux ans seulement, entre 2004 et 2006, le taux de pauvreté des personnes au travail est ainsi passé de 4,8% à 7,5%. Pour une cause simple : «Le taux d'emploi a fortement augmenté en raison essentiellement des créations d'emplois dits atypiques», relève ce rapport. Ainsi, depuis 2004, où le pays a créé 2,5 millions d'emplois, l'intérim a été multiplié par 2,7 et les temps partiels ont progressé d'un tiers, touchant 27% des salariés, contre 18% en France. Mais les chômeurs ne sont pas en reste : leur taux de pauvreté a augmenté de 41% en 2004 à 68% en 2010. D'une manière générale, «l'Allemagne est un des rares pays de l'OCDE où le revenu médian

réel [qui coupe la population en deux, la moitié gagnant plus, l'autre moins, ndlr] a stagné entre le milieu des années 90 et le milieu des années 2000, note le rapport de Bercy. Et où le revenu réel des 20% des ménages les moins aisés a diminué sur la même période (-0,3% en moyenne par an).»

L'Allemagne, un modèle pour la France ? C'est finalement le ministre français de l'Economie, Pierre Moscovici, qui pourrait avoir le fin mot : «Il n'y a pas de modèle allemand pour la France, de la même manière qu'il n'y a pas de modèle français pour l'Allemagne. Cela ne nous empêche pas, sur certaines questions, de nous inspirer mutuellement.» Sage parole.

(1) Réformes Hartz : quels effets sur le marché du travail allemand?

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Peter Hartz, le travail à tout prix

Portrait. Impopulaire, l'ex-DRH de Volkswagen continue de défendre ses lois limitant l'indemnisation chômage.

De notre correspondante à Berlin Nathalie Versieux

D

Detlev Witte doit en être à sa cinq-centième manif. Chaque lundi, depuis des années, cet Allemand se poste dans le centre de Hambourg pour protester contre la pauvreté. Deux manteaux empilés, il porte autour du cou une pancarte «Hartz IV rend pauvre et malade !» du nom de la loi réformant l'indemnisation du chômage de longue durée. Les premières manifs - d'envergure nationale - ont eu lieu en août 2004. Depuis, le mouvement s'est essoufflé dans l'indifférence générale et Witte est parfois seul à manifester à Hambourg. Le 1er mars, les organisateurs des «Manifs du lundi» ont prévu de se retrouver à Kassel, dans l'ouest du

pays, pour tenter de relancer l'initiative.

Pots de vin.

A 300 kilomètres, Peter Hartz passera sans doute la journée au chaud, dans sa maison de Rehlingen-Siersburg, 15 000 habitants, près de la France. Lui aussi a tout perdu. L'ex-homme providentiel de Volkswagen et conseiller du chancelier Gerhard Schröder a été condamné en 2007 à deux ans de prison avec sursis et 576 000 euros d'amende pour corruption. Coupable d'avoir acheté les bonnes grâces du comité d'entreprise à coups de pots-de-vin et de voyages à l'étranger, parfois assortis des services de prostituées, aux frais de l'entreprise. Hartz vit aujourd'hui avec 25 700 euros de retraite par mois.

Dans ses rares interviews depuis sa chute, il rappelle toujours mal supporter que son nom soit devenu le symbole des inégalités sociales et de la paupérisation des chômeurs de longue durée. Si Detlev Witte se voit en «Hartz IV», Peter Hartz dirait plutôt de lui qu'il touche l'allocation ALg2, pour Arbeitslosengeld 2, l'indemnité de fin de droit perçue par les chômeurs et leur famille après un an d'inactivité. 7,5% des Allemands vivent ainsi avec 391 euros par mois, parfois complétés par 353 euros pour le conjoint, et 229 à 313 par enfant selon l'âge.

Hartz est «un idéaliste». C'est Schröder qui le disait. «Le marché du travail, l'emploi, c'est le thème qui a dominé ma vie», expliquait Hartz en 2011. Plus jeune fils d'une famille de trois garçons, il est né en 1941 à Saint-Ingbert, en Sarre, dans un milieu modeste. Son père travaille dans une tréfilerie mais, ses poumons atteints par l'inhalation de produits toxiques, il doit quitter son job : «De lui, j'ai appris à quel point il est important d'avoir un emploi, a relaté Hartz. Tout va bien lorsqu'on a un emploi. On a le sentiment d'être utile, on a un honneur, on gagne sa vie. Je suis convaincu qu'on peut résoudre le problème du chômage.»

Sale boulot.

En 1993, Volkswagen se prépare à un plan de licenciements. Et appelle Hartz à la rescousse. L'homme, qui a passé son bac sur le tard pour entreprendre des études d'économie, s'est fait un nom dans le cercle des managers allemands. «Si vous pensez que je vais venir chez vous pour virer

30 000 personnes, je ne suis pas la bonne personne», aurait dit Hartz. On lui donne carte blanche. Il introduit la semaine de quatre jours et le concept du 5 000 × 5 000. Soit 5 000 ouvriers au salaire revu à la baisse à 5 000 Deutsche mark brut par mois (environ 2 500 euros aujourd'hui). VW renonce à son plan de licenciement.

En mars 2002, Schröder l'appelle à son tour. La RFA est alors le malade de l'Europe. Le pays compte 4 millions de chômeurs et les finances publiques sont menacées par le généreux système d'allocations chômage. Hartz présente un catalogue de mesures libérales, l'Agenda 2010. Le marché du travail subit d'importantes mesures de dérégulation avec les quatre lois Hartz : assouplissement des règles de licenciement, introduction des emplois précaires, jobs à 1 euro pour chômeurs en fin de droit, minijobs (payés 400 euros, nets de cotisations sociales)... Aujourd'hui, le nombre de chômeurs est passé sous la barre des 3 millions.

Dans les rangs de la CDU, on se frotte les mains ; le SPD a fait le sale boulot, et pour rien au monde Angela Merkel ne reviendrait sur ces réformes. Bien des sociaux-démocrates sont eux aussi convaincus qu'elles ont permis de redresser le pays. Peer Steinbrück, challenger de Merkel aux dernières élections, n'a d'ailleurs jamais parlé de les abolir. Pas plus que le nouveau ministre SPD de l'Economie, Sigmar Gabriel. Pour lui, il faut juste «corriger quelques excès» : en revenant sur la retraite à 67 ans pour les ouvriers ayant cotisé 45 ans ou en relevant le montant de l'allocation Hartz IV, notamment pour les enfants.

Les associations, elles, ne décolèrent pas. «Hartz IV veut dire être coupé de la société, s'indigne Ulrich Schneider, de l'association DPW. Qui touche une fois Hartz IV a peu de chance d'en sortir : 50% des allocataires perçoivent cette prestation pendant au moins trois ans. Hartz IV accroît les inégalités entre riches et pauvres.» Voici un an, une fonctionnaire de l'Agence pour l'emploi de Hambourg, Inge Hannemann, avait adressé une lettre ouverte : «Combien de morts, de sinistrés et de personnes déshonorées voulez-vous encore avoir sur la conscience ?» Elle avait été suspendue.

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pourquoi la crise actuelle est différente des précédentes

Par Guillaume de Calignon

Le PIB avait retrouvé son niveau d'avant la crise en 6 trimestres en 1975 et en 9 trimestres en 1993. Cinq ans après le début de la récession de 2009, ce n'est toujours pas le cas en France, souligne une étude de l'Insee.



L'Insee a étudié la façon dont s'est comporté l'activité en France au cours de trois périodes de récession. - Shutterstock

C'est une récession «exceptionnelle». La crise actuelle diffère des précédents soubresauts qu'a connus l'économie française, selon l'Insee. L'institut a étudié la façon dont s'est comportée l'activité dans l'Hexagone au cours de trois périodes de récession : en 1975, suite au premier choc pétrolier, en 1993, suite à la politique du franc fort, et en 2009, après l'effondrement de la banque Lehman Brothers et des subprimes (voir document ci-dessous).

Première constatation : lors de la récession de 1975, 6 trimestres après le début de la crise, l'économie française avait retrouvé son niveau d'activité d'avant le choc pétrolier. Lors de l'épisode de 1993, le PIB avait mis 9 trimestres pour atteindre un niveau équivalent à celui d'avant la crise. En 2013, 21 trimestres après le début de la récession, le PIB français reste encore inférieur à son plus haut du début 2008.

Dans les grands pays développés, seuls les Etats-unis et l'Allemagne ont dépassé leur PIB d'avant. Dans tous les autres pays (France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne...), la richesse nationale produite chaque trimestre est en recul par rapport à son niveau maximal. En France, le PIB du troisième

trimestre 2013 était très proche de celui du début 2008. Il était inférieur de seulement 0,3 point. En Grande-Bretagne, il était plus bas de 1,7 point. En Italie, le PIB est toujours moins élevé de 10 % par rapport à son plus haut. Et en Grèce, il est inférieur de 19 %...

Solde des biens manufacturés

L'autre variable étudiée par l'Insee, la balance commerciale ou plus précisément le solde des biens manufacturés - hors énergie donc -, donne aussi des résultats contrastés selon les situations. « En 1975 et 1993, l'entrée dans la récession coïncide avec une amélioration du solde des biens manufacturés », souligne l'Insee. La faiblesse de la demande intérieure avait en effet pesé sur les importations alors que les exportations avaient pu tirer parti du dynamisme des économies extérieures. En 1975, le solde des biens manufacturés était positif pour la France, équivalent à 1 % du PIB. Deux trimestres après l'entrée en récession, il avait grimpé jusqu'à représenter 3 % du PIB. Pour mémoire, au printemps 1976, c'est-à-dire trois trimestres après le début de la crise, le franc avait quitté le serpent monétaire européen, ce qui constituait une dévaluation. En revanche, en 2009, avec l'euro, « le solde des biens manufacturés, à l'équilibre deux ans avant l'entrée en récession, s'est dégradé progressivement pour culminer à 2,5 % du PIB trois années après l'entrée en récession ».

L'Insee estime que, cinq ans après la crise, les exportations souffrent d'une compétitivité encore dégradée des entreprises françaises mais aussi de la demande très déprimée en provenance de leurs marchés traditionnels comme l'Espagne et l'Italie. « Cela marque la singularité de cette crise », pointe Ronan Mahieu, chef du département des comptes nationaux de l'Insee. « En 2008 et 2009, il s'agit d'une crise bancaire et financière. Il est plus compliqué d'en sortir car cela suppose un assainissement des bilans de tous les agents économiques », poursuit l'expert.

Ainsi, en France, la reprise est particulièrement molle. La croissance du PIB devrait être de 0,9 % cette année et la production industrielle à la fin 2013 est toujours inférieure de 18 % à son niveau d'avant la crise.

POUR EN SAVOIR PLUS :

DOCUMENT L'étude de l'Insee sur 30 ans de vie économique

<http://www.slideshare.net/lesechos2/insee-trente-ans-vie-co>

lesechos.fr

Écrit par Guillaume DE CALIGNON
Journaliste
gdecalignon@lesechos.fr

IV) Fiscalité des entreprises: ce que prépare le gouvernement

Jean-Marc Ayrault lance ce mercredi 29 janvier les Assises de la fiscalité. Elles doivent permettre de repenser les impôts supportés par les entreprises afin qu'ils pèsent moins sur la production.

Julien Marion



Jean-Marc Ayrault inaugure ce mercredi 29 janvier les Assises de la fiscalité. (Jean-Christophe Verhaegen - AFP)

C'est l'autre grand volet du pacte de responsabilité de François Hollande: la réforme de la fiscalité des entreprises. Ce mercredi 29 janvier, Jean-Marc Ayrault donne le coup d'envoi des Assises de la fiscalité qui rassemblent patronat, fiscalistes, membres du gouvernement et parlementaires.

Ces assises doivent déboucher sur des pistes afin que la fiscalité des sociétés pèse moins sur la production et l'investissement, comme l'avait expliqué François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier. Le gouvernement a déjà laissé entrevoir plusieurs possibilités.

> Une baisse de l'ISF

Le gouvernement pourrait tout d'abord choisir de diminuer directement l'impôt sur les sociétés (IS). Jean-Marc Ayrault l'a clairement évoqué sur France Inter, le 16 janvier. La question est de savoir à quel niveau agirait-il: sur l'assiette ou sur le taux?

Il est probable que le gouvernement va proposer de supprimer plusieurs "niches" réduisant l'assiette de l'IS et en contrepartie pouvoir baisser son taux facial pour le rapprocher de celui de pays comme l'Allemagne. Mais quelles niches toucher? Le Crédit impôt recherche (CIR) par exemple, a été sanctuarisé par François Hollande.

S'il agit sur le taux, l'exécutif pourrait remettre sur la table une promesse de campagne de François Hollande: créer trois taux différents, un pour les grandes entreprises, un pour les ETI, et un pour les PME.

Le but serait de favoriser les PME qui, contrairement aux grands groupes, ne peuvent utiliser les mécanismes d'optimisation fiscale et jouer sur les différentes niches pour réduire leur IS.

Un rapport d'information parlementaire de juillet 2013 soulignait ainsi que le "taux implicite" d'IS, un taux considéré comme plus révélateur de la charge fiscale supportée par une entreprise, est de 24,9% pour les grands groupes.

> Un dispositif pour remplacer la taxe sur l'EBE

En octobre dernier, l'exécutif avait renoncé à instaurer une taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE). Ce prélèvement incluait les amortissements dans son périmètre, ce qui aurait eu pour effet de pénaliser les entreprises qui investissent.

A la place, le gouvernement avait augmenté le taux de surcotisation d'IS. Mais Pierre Moscovici avait bien précisé que cette solution de remplacement était temporaire.

Plus globalement, le ministre avait concédé, en novembre dernier, que "nos impôts sur les sociétés pèsent trop sur les facteurs de production". "Ils sont indépendants des résultats, nous voulons améliorer cet état des choses", ajoutait-il.

> La fin des petites taxes.

Le 5 janvier, le ministre du Budget Bernard Cazeneuve avait indiqué "qu'environ 150 petites taxes sur les entreprises représentent des montants très faibles en termes de recettes". "J'ai demandé à ce qu'on fasse l'inventaire de ces petites taxes et qu'on regarde si l'on peut simplifier", affirmait-il.

Selon lui, supprimer ces petites taxes pourrait "être un élément extraordinaire de simplification" pour les sociétés.

> Une modification de la CVAE

Le gouvernement n'a pas fait mention de la CVAE, la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, une des deux contributions qui ont remplacé la fameuse taxe professionnelle en 2009.

Mais, dans une interview aux Echos du 27 janvier, le président du Medef Pierre Gattaz suggère "pour baisser les impôts rapidement", de travailler sur cette contribution qu'il juge "très compliquée" alors qu'elle coûte "15 milliards d'euros par an aux entreprises"

bfmtv.com

V) Boycott de l'école et théorie du genre: Peillon veut convoquer les parents

Par L'EXPRESS.fr

Le ministre de l'Education nationale n'apprécie pas que des parents dénonçant l'enseignement de la théorie du genre n'aient pas envoyé leurs enfants à l'école lundi. Sa réaction? Une convocation des parents par les responsables d'établissements.



Vincent Peillon a demandé aux responsables d'établissements de "convoquer" les parents qui ont suivi le boycott des écoles.

afp.com/Bertrand Guay

Lundi, certains parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école. Un boycott pour dénoncer la rumeur d'un supposé enseignement de la théorie du genre dans les établissements scolaires qui ne plait pas du tout à Vincent Peillon.

A la sortie du Conseil des ministres, ce mercredi, le ministre de l'Education a demandé aux responsables d'établissements de "convoquer les parents" qui ont retiré leurs enfants de l'école, avec un double objectif. D'abord, ces convocations visent à "expliquer" aux parents "la réalité des choses" et clarifier les rumeurs. Ensuite, le ministre veut "leur rappeler que dans notre pays il y a une obligation scolaire à l'égard des enfants".

"A l'école, on apprend l'égalité aux filles et aux garçons, pas la théorie du genre", a expliqué la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, au micro d'Europe 1.

Peillon s'attaque aux "fauteurs de trouble et de haine"

Vincent Peillon a d'ailleurs déjà commencé à clarifier la situation. "Ce que nous faisons à l'école, c'est enseigner les valeurs de la République et donc du respect entre les femmes et les hommes", a affirmé le ministre. Il a ensuite adressé un "message de solidarité aux enseignants", "qui sont pris, parfois, dans des attitudes violentes et dont les pratiques professionnelles sont mises en question. C'est inacceptable".

Le ministre a ensuite dénoncé "un certain nombre d'extrémistes qui ont décidé de mentir, de faire peur aux parents. "Tous les manipulateurs, tous les fauteurs de trouble et de haine qui répandent ces rumeurs, je leur demande d'arrêter", a-t-il poursuivi, avant de lancer un appel "à l'ensemble des élus républicains". Il leur a demandé de "ne pas se complaire à entretenir eux-mêmes ces rumeurs. L'Ecole de la République n'enseigne absolument pas la théorie du genre. Elle enseigne l'égalité de tous les points de vue", et en particulier l'égalité des femmes et des hommes.

Education sexuelle en maternelle? Peillon dément

Depuis vendredi, une centaine d'écoles ont été perturbées par des absences d'élèves après un appel à boycotter l'école pour protester contre ce qui est présenté comme un enseignement aux enfants de la "théorie du genre". D'après une rumeur, démentie par Vincent Peillon, les enfants pourraient recevoir des cours d'éducation sexuelle dès la maternelle.

Depuis, la rumeur s'est amplifiée. Le journal Ouest France expliquait mardi que des parents avaient reçu des SMS "indiquant que dans les écoles, des cours d'éducation sexuelle et de masturbation étaient donnés". On conseillait alors aux parents "de ne pas envoyer leurs enfants" à l'école.

lexpress.fr

VI) Morano attaque Hollande, "un président incapable"

L'ex-ministre UMP a conseillé à François Hollande d'"aller faire un stage d'un mois dans une entreprise". Le PS a répliqué, la jugeant "incompétente en tout".



Nadine Morano. © Morin Isore / Maxppp

SOURCE AFP

Nadine Morano a déclaré que la France avait "au sommet de l'État un président incapable" et a conseillé à François Hollande d'"aller faire un stage d'un mois dans une entreprise", des propos qui ont suscité une vive réaction du PS, qualifiant l'ex-ministre UMP de "démagogue anti-fonction publique". "On a au sommet de l'État un président incapable", a déclaré Mme Morano mercredi sur RMC et BFM TV. "Ce qui manque à François Hollande... Je n'ai rien contre la haute fonction publique, mais on voit qu'il n'a travaillé que là-

dedans et que, chaque fin de mois, il avait son bulletin de salaire. Parce que quand vous êtes dans une entreprise, vous avez besoin de marchés pour pouvoir embaucher, alors que l'État crée, comme ça, des contrats aidés, dépense de l'argent public alors qu'il n'y a pas de nécessité d'en créer, mais parce que l'État a la facilité de le faire", a-t-elle poursuivi.

"Je lui conseillerai de faire un stage d'un mois dans une entreprise, dans une PME, pour savoir ce qu'est un devis, ce qu'est une facture, ce que c'est que des charges", a insisté l'ancienne ministre de l'Apprentissage et de la Formation professionnelle du gouvernement Fillon. "François Hollande a tué les rentrées fiscales puisqu'il nous manque à peu près 12 milliards d'euros de rentrées fiscales", a-t-elle dénoncé. Interrogée sur les propos du député UMP Guillaume Larrivé, qui a déclaré mardi, lors de la séance de questions au gouvernement, que François Hollande avait été élu "par défaut", Mme Morano a répondu : "Bien sûr, totalement. Nicolas Sarkozy s'est fait massacrer au quotidien dans les médias, on a tout entendu dans la caricature absolue." Or "il y avait une majorité réelle lorsque Nicolas Sarkozy a été élu à 53% en 2007", a-t-elle justifié.

"Mme Morano, incompétente en tout, est devenue une démagogue anti-fonction publique", a rétorqué dans un communiqué Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du Parti socialiste. "Nadine Morano affiche non seulement une arrogance sans bornes, mais, surtout, le mépris le plus total pour la fonction publique, leitmotiv de la droite", a ajouté le porte-parole. "Il serait temps que la droite cesse d'opposer fonctionnaires et salariés du privé et comprenne que les agents de la fonction publique exercent des métiers nécessitant compétences et qualifications", a poursuivi Eduardo Rihan Cypel. "L'UMP continue son procès en illégitimité du président de la République. La droite ne cesse de s'attaquer au cadre républicain, dont elle se distancie chaque jour un peu plus", a encore dit le porte-parole.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Centrafrique. L'élue de Seine-et-Marne devient ministre



Antoinette Montaigne, conseillère municipale de Bussy-Saint-Georges a été nommée ministre du gouvernement de transition centrafricain. | AFP

Antoinette Montaigne, conseillère municipale de Bussy-Saint-Georges a été nommée ministre du gouvernement de transition centrafricain.

Antoinette Montaigne, élue UMP déléguée à la coopération décentralisée, qui possède la double nationalité française et centrafricaine, a été nommée lundi ministre de la Communication dans le gouvernement de transition de Centrafrique, a déclaré Hugues Rondeau, maire Centre national des indépendants et paysans (CNIP) de la commune.

"C'est un poste qu'elle mérite, une vraie reconnaissance de son travail", a estimé l'élue, tout en soulignant que sa tâche ne serait "pas facile".

Sept femmes

Le Premier ministre centrafricain André Nzapayeke a formé lundi son nouveau gouvernement de transition, qui compte sept femmes. Les ministres sont à la fois de proches de l'ex-rébellion Séléka et des milices chrétiennes, ainsi que de figures connues de la politique centrafricaine.

La conseillère municipale et également représentante du Conseil des Centrafricains à l'étranger, s'est envolée dès mardi matin pour Bangui, a précisé

l'édile.

"Très engagée sur les questions de coopération"

Hugues Rondeau a par ailleurs rappelé le parcours de Mme Montaigne, une femme "très engagée sur les questions de coopération", selon lui, et originaire du nord de la Centrafrique.

"Avec la fondation Caritas, elle avait aidé à organiser la venue à Bussy de l'archevêque de Bangui", capitale centrafricaine, "pour tenter d'apaiser les tensions religieuses, qui sont au coeur du conflit actuel", a-t-il affirmé.

Le maire a également rappelé plusieurs projets de coopération menés par Mme Montaigne, comme l'installation d'un réseau

ouest-france.fr

VII) Les ténors de l'UMP veulent bloquer Sarkozy



Nicolas Sarkozy dans la tribune présidentielle du Parc des Princes, lors du match PSG-Nantes, le 19 janvier. Crédits photo : KENZO TRIBOUILLARD/AFP

Les dirigeants du parti défendent la procédure d'une primaire afin de contrer une candidature de l'ex-président pour 2017.

Nicolas Sarkozy était le grand absent du conseil national de l'UMP samedi. Tout occupés à

célébrer leur unité retrouvée, les ténors du parti ont pour la plupart «oublié» de citer son nom: pas une mention dans le discours de François Fillon, une seule dans celui de Bruno Le Maire ou de Xavier Bertrand, à peine deux pour Jean-François Copé. Avec l'installation de la haute autorité de la primaire pour désigner le candidat de 2017, l'ancien président était pourtant bien dans tous les esprits. Les sarkozystes ne cessent de demander que leur champion soit exempté de cette compétition s'il décidait de se représenter.

Cette charge des proches de l'ancien président agace parmi les prétendants à l'investiture et bien au-delà. Même si les critiques sont encore sourdes. «Bien heureusement, l'UMP ne se résume pas à ce club qui n'existerait pas sans Nicolas Sarkozy et qui n'a pas d'avenir sans son retour», assène un parlementaire qui n'avait pas pris parti entre Copé et Fillon. Un élu proche de l'ancien premier ministre juge lui que «la ficelle est un peu grosse». «Plus ils expliquent qu'il ne doit pas se soumettre à une primaire, plus l'on trouvera de mérites à Sarkozy quand il annoncera y participer», pronostique-t-il.

Car la question n'est plus de savoir s'il reviendra mais quand. «On a pu croire à sa retraite le temps de l'été 2012. Mais dès la rentrée, le ban et l'arrière-ban de la droite étaient convoqués rue de Miromesnil», s'amuse un ancien ministre qui assure avoir «des nouvelles de lui toutes les semaines». D'autres mettent moins d'entrain: Bertrand s'est fait désirer un an et demi, Baroin n'a toujours pas organisé de rencontre entre Fillon et Sarkozy, dix mois après leur dernier rendez-vous.

«Sur le ton de la confiance»

«Il cherche à ramener les brebis égarées, s'amuse un filloniste. Parfois, ça marche.» Secrétaire général de l'Association des amis de Nicolas Sarkozy, Christian Estrosi, qui soutenait l'ancien premier ministre, n'a pas souhaité intégrer le bureau politique de l'UMP sur le quota des fillonistes. «La technique de Sarkozy, c'est de dauber sur les uns et les autres sur le ton de la confiance. C'est vieux comme le monde», raconte un convive.

Au risque, parfois, de contrarier quand les commentaires sont rendus publics. Fillon, Bertrand, Wauquiez ont chacun eu droit à leurs échos dans la presse. «Copé n'avait pas vraiment

apprécié les très pudiques marques de gratitude de Sarkozy quand l'UMP s'est mise en quatre pour rembourser les frais de campagne, raconte un ami des deux hommes. Le surnommer "Harlem Désir de droite" n'a rien arrangé.» Depuis, le président de l'UMP ne manque jamais l'occasion de rappeler, mezza voce, qu'il a dû «éponger la dette Sarko» ou que «l'UMP se porte bien malgré les ardoises de la campagne».

En public, les plus rétifs à l'idée d'un retour préfèrent prendre leurs distances avec le bilan des années Sarkozy et ses manquements. Laurent Wauquiez confie ainsi qu'«il y a beaucoup de choses qu'il a réussies et d'autres non». «2017 ne peut être la revanche de 2012», expliquait-il en décembre à Sud-Ouest. À la tribune du conseil national, Bruno Le Maire a assuré que «Nicolas Sarkozy était le meilleur candidat pour 2012». Mais il a ajouté: «Si au cours du précédent quinquennat nous avons décidé d'aller au bout de nos décisions, de nos convictions, de nos idées, nous serions encore au pouvoir.»

En adoptant un projet économique, qui préconise notamment la sortie définitive des 35 heures, l'UMP dessine en creux un inventaire du quinquennat précédent. «C'était bien gentil de lancer la TVA sociale six mois avant la présidentielle pour rappeler à nos électeurs que la droite c'était nous, mais c'était trop tard!», ne décolère pas un ancien ministre en lançant «un défi au premier qui parviendra à expliquer ce que c'est que le sarkozysme».

Restent les sondages qui placent Sarkozy largement en tête auprès des sympathisants de droite depuis l'affrontement Copé-Fillon. «Tant qu'il joue à cache-cache, ça ira pour lui, estime un ancien membre du gouvernement. Le jour où il pointera le nez en expliquant une nouvelle fois "j'ai changé" et "je me donne à la France", on en reparle.» D'autant, imagine un autre, qu'«on ne retourne pas dans le bain comme cela après avoir été coupé de la réalité pendant cinq ans à l'Élysée et trois ou quatre ans dans des hôtels de luxe pour donner des conférences aux Émirats ou à New York». «Il nous annonce un retour stratosphérique et un atterrissage en douceur?, poursuit ce parlementaire. Gare à la décompression!»

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) 660 000 euros en liquide auraient été trouvés chez Dieudonné



Une très grosse somme d'argent aurait été retrouvée au domicile de Dieudonné. | Patrick Kovarik

650 000 € et 15 000 \$ (environ 11 000 €) ont été trouvés mardi au domicile de Dieudonné. La découverte de ces sommes en liquide s'est faite lors d'une perquisition chez le polémiste, en Eure-et-Loir, ainsi qu'au théâtre de la Main d'Or à Paris.

Selon RTL, les enquêteurs de la direction centrale de la police judiciaire se sont rendus chez l'humoriste controversé dans le cadre d'une enquête préliminaire pour «blanchiment», «abus de biens sociaux» et «organisation frauduleuse d'insolvabilité».

L'avocat de Dieudonné a confirmé cette saisie sans en préciser la somme mais en indiquant que l'estimation lui paraissait «excessive». Selon Me Jacques Verdier, «c'est le produit de la billetterie. Tout cela est totalement transparent». Et ces

Des documents comptables ont aussi été saisis par les enquêteurs de l'office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales ainsi que de la Direction centrale de la police judiciaire. La justice s'intéresse au patrimoine de Dieudonné alors qu'il doit plus de 65 000 € au Trésor public. Dans le même temps, elle se penche également sur des mouvements d'argent vers le Cameroun pour un montant de 400 000 €. L'enquête pourrait également porter sur les conditions dans lesquelles la maison de production gérée par sa compagne, Noémie Montagne, a racheté pour 550 000 euros une propriété de Dieudonné, mise aux enchères publiques forcées en raison d'une dette fiscale de près de 900 000 euros.

En parallèle, une information judiciaire est

ouverte au pôle financier à Paris pour «organisation frauduleuse d'insolvabilité» après une plainte avec constitution de partie civile de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). La Licra a fait condamner le polémiste à des dommages et intérêts mais affirme n'avoir jamais pu récupérer les sommes. Enfin, une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris sur les appels aux dons lancés par Dieudonné sur Internet pour payer ses amendes. Or le fait «d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires» est passible de six mois d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

leparisien.fr

A suivre...
La Presse en
Revue